



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Quel-avenir-Prochainement-en-ligne>

# Quel avenir ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1141 - avril 2013 -

Date de mise en ligne : mardi 2 juillet 2013

Date de parution : avril 2013

## **Description :**

Jacques Hamon dresse objectivement le tableau de l'avenir tel qu'il s'annonce, il décrit les mesures qui sont à prendre d'urgence... et incompatibles avec la logique capitaliste.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

Les résidents de la France et ceux de la Communauté économique européenne ont-ils encore un avenir ? La présente situation socio-économique y laisse beaucoup à désirer. La responsabilité de ce regrettable état des lieux est largement partagée entre de nombreux décideurs ayant généralement voulu bien faire, sans y réussir, au cours des trois ou quatre décennies passées.

En France, le chômage, toutes catégories confondues, a atteint un niveau anormalement élevé, insupportable : il frappe tout particulièrement les jeunes et, dans les départements d'outre-mer, leur taux de chômage frôle les 50% ; le taux de pauvreté s'accroît comme il ne l'avait jamais fait. Notre balance commerciale est d'autant plus durablement déséquilibrée que son montant correspond presque exactement aux importations d'énergies fossiles carbonées paraissant essentielles à notre économie. Notre budget, toutes catégories confondues, est en déficit croissant et c'est inquiétant. Ceci n'est pas dû au train de vie scandaleux des résidents français, dont une proportion croissante vit misérablement, pas plus qu'à une grande efficacité de notre lutte contre les émissions abusives de gaz à effet de serre. Se loger dans des locaux décents proches des lieux de travail, et ne constituant pas une passoire énergétique, reste difficile, d'où une périurbanisation entraînant des déplacements motorisés coûteux et de grandes pertes de temps, tandis que la généralisation des véhicules à moteur diesel cause de graves nuisances environnementales et sanitaires. La diminution apparente de nos émissions de gaz à effet de serre est un artefact si l'on tient compte des émissions associées à nos importations.

La situation française n'est pas exceptionnelle. C'est celle subie, avec des variantes nationales, par la majorité des résidents de la CEE. On doit même admettre que celle de la France est plus favorisée que la moyenne.

Il existe, depuis des décennies, une tendance très marquée à l'uniformisation de la pensée économique, tant mondiale que nationale, sous l'influence de groupes d'analyse et de conseils (les "think tanks") très influents, longtemps appuyés sur la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International. Cette tendance, en France, est renforcée par le fait que de nombreux cadres politiques sortent du moule de l'École Nationale d'Administration, et que le pantouflage entre secteur public et secteur privé est très répandu.

La construction de la CEE puis, en son sein, celle de l'Eurogroupe, avec pour finalité ultime une fédération, ont été faites pour limiter les controverses et accélérer les évolutions, en négligeant délibérément quelques conditions essentielles à la bonne gestion, voire la survie, de ces entités qui sont :

" une harmonisation progressive, mais impérative, des fiscalités et lois sociales et environnementales, sans lesquelles la "concurrence libre et non faussée " au sein de la Communauté relève d'une mauvaise plaisanterie ;

" l'établissement d'un budget communautaire conséquent facilitant les harmonisations précitées, associé aux fiscalités nationales requises pour maintenir des services publics d'un excellent niveau dans tous les domaines ;

" des accords-cadres avec les autres pays du monde et un contrôle associé des échanges commerciaux pour limiter les tentatives externes de dumping ;

" une lutte efficace contre les paradis fiscaux ;

" l'uniformisation progressive de l'enseignement général et professionnel, et des modalités de gestion des ressources humaines au sein des entreprises et des services sociaux nationaux, pour que la mobilité des travailleurs au sein de la Communauté puisse se généraliser à ce qui pourrait impliquer l'enseignement prioritaire d'une langue de travail commune ;

" une gestion politique de la Banque Centrale Européenne, visant à favoriser l'emploi, et pas seulement la lutte contre l'inflation (il est curieux de noter que la BCE prête à taux très réduit aux grandes banques, alors que ces dernières prêtent aux États à des taux plus élevés, parfois beaucoup plus élevés) ;

" l'établissement rapide de dispositifs démocratiques de gestion de la CEE, et en son sein de l'Eurogroupe, tenant compte de la diversité démographique et politique des pays membres.

En attendant une harmonisation fiscale et sociale, bien des pays de la Communauté, et même de l'Eurogroupe, font du dumping. Et les évadés fiscaux français, anciens comme nouveaux, font les manchettes des quotidiens. On se demande, en lisant ces textes, pourquoi la France, et bien d'autres pays, ne font pas comme les États-Unis qui exigent que tous leurs citoyens déclarent leurs revenus et payent leurs impôts correspondants aux États-Unis. Il ne s'agit pas là d'une figure de rhétorique : le délit en la matière peut atteindre pour les résidents une peine de prison à perpétuité, et pour les non-résidents, la perte de la nationalité. Si des institutions étrangères facilitent de telles fraudes, elles risquent de devoir payer des transactions de milliards de dollars pour éviter d'être définitivement exclues des marchés américains.

La crise économique mondiale, qui affecte tout particulièrement les pays industrialisés depuis 2001, a plusieurs causes, dont le coût croissant de l'accès à des matières premières essentielles et une distorsion du partage des bénéfices de la croissance entre le travail et le capital, qui accroît les inégalités sociales et pénalise les budgets nationaux. Les personnes ne pouvant pas faire face à leurs besoins essentiels (ou supposés l'être) ont été encouragées à faire appel au crédit - sans limites.

Lutter contre les gaspillages de toutes natures est essentiel, mais mener une politique d'austérité déraisonnée ne peut conduire qu'à une aggravation de la situation. On doit noter aussi que les gigantesques mouvements internationaux de capitaux, presque instantanés grâce à l'informatique, n'ont que dans 2 à 3% des cas des objectifs de production de biens ou de services, et dans 97 à 98%, des objectifs spéculatifs, cela ne paraît pas justifié.

Certaines recommandations des grandes institutions paraissent caricaturales. La Grèce a été incitée à sabrer dans toutes ses dépenses civiles, au point qu'une maladie disparue, comme le paludisme, fait sa réapparition. Mais ces institutions n'ont pas obligé la Grèce à imposer les deux catégories les plus riches du pays : l'église orthodoxe, grand propriétaire terrien, et les armateurs. Par ailleurs ce pays paraît avoir un grand potentiel gazier et pétrolier dans la Mer Égée, mais, en le ruinant maintenant, il va privatiser d'autant plus facilement ces ressources énergétiques à bas prix...

Obtenir de façon durable de meilleurs taux de croissance économique au sein de la CEE pose problème si cela nécessite une plus grande consommation de matières premières essentielles, non renouvelables, alors que le présent partage de ces matières entre États est lourdement faussé au bénéfice des plus riches d'entre eux.

Une telle situation est tant moralement inacceptable que politiquement dangereuse.

Par ailleurs, la disponibilité de certains métaux et métalloïdes essentiels est trop limitée pour permettre aux pays les plus dynamiques de l'ex Tiers Monde d'accéder à notre niveau de vie, et aux plus pauvres d'entre eux d'obtenir les conditions d'existence de la France du XIXe siècle. Il semble que, mondialement, le taux moyen de croissance soit corrélé à celui de l'utilisation des énergies fossiles carbonées ; la disponibilité de ces dernières ne pouvant que

décroître au fil des décennies, nous devons nous préparer à une décroissance qui sera d'autant plus marquée que les ressources essentielles seront moins mal partagées entre les États - et entre les individus.

Que cela nous plaise ou non, il faut nous préparer à un mode de vie plus frugal au sein de notre pays et de la Communauté, pour permettre à des centaines de millions d'autres êtres humains de, tout simplement, pouvoir vivre.

La présente crise économique a fait passer au second plan les problèmes environnementaux, et en particulier la lutte contre les émissions excessives de gaz à effet de serre. On parle beaucoup de la croissance durable, une croissance qui laisserait aux générations à venir des conditions similaires à celles que notre génération a trouvées. Il s'agit là d'un mythe, toute croissance consommant des biens irremplaçables et produisant des polluants persistants. Il va donc falloir nous accoutumer à vivre non seulement en équilibre avec notre environnement, mais en compensant, là où c'est possible, nos abus passés, et cela en quelques décennies dans un monde allant vers 9 à 10 milliards d'habitants d'ici 2050. On parle d'éviter que la température moyenne terrestre augmente de plus de 2°C d'ici 2100, alors que les émissions de gaz à effet de serre sont trois fois plus élevées que celles que la Terre peut spontanément recycler, ce qui pourrait nous valoir dans le courant du siècle une augmentation de la température moyenne de 6°C et une montée du niveau de la mer de plus d'un mètre, peut-être plus, à la vitesse à laquelle les inlandsis glissent vers la mer, et y fondent. Cette élévation du niveau de la mer continuera pendant des siècles.

Nourrir décemment 9 à 10 milliards d'êtres humains dans un monde plus chaud, et plus sec là où l'aridité menace, ne sera pas facile. Une série d'études montrent la possibilité de ce faire, sous réserve de modifications drastiques des présentes approches. Une généralisation de la culture biologique, au sens strict de ce terme, conduirait à la famine, mais il va falloir mieux lutter contre prédateurs et pathogènes des cultures avec moins d'intrants chimiques (tout en les introduisant dans des agricultures du Tiers Monde qui n'en utilisent pas), et maintenir la fertilité des sols sans abuser d'apports d'engrais devenant rares. En un mot, redécouvrir l'agriculture de nos anciens et en généraliser la mise en oeuvre optimisée à travers le monde. La mécanisation devra le plus souvent être remplacée par un emploi massif de main d'oeuvre qualifiée ; cela pourrait être relativement facile dans les pays les moins développés, mais posera problème dans les pays les plus industrialisés, dont la France.

Dans le cas particulier de notre pays, améliorer l'habitat, réduire massivement la consommation d'énergies fossiles carbonées, protéger ce qui reste de notre biodiversité, et assurer à chacun une bonne alimentation aussi peu carnée que raisonnable, paraît pour l'instant possible, sous réserve de revoir complètement nos priorités, tant personnelles que nationales. Il faudra des travailleurs bien formés et convenablement rémunérés, et des objectifs à court, moyen et long terme clairs, réalistes, et définis en commun.

Il faudra aussi des ressources financières, et c'est peut-être ce dernier facteur le moins défavorable. Une analyse rapide de nombreux documents récents, souvent officiels, montre l'existence d'abondantes ressources correspondant aux fraudes fiscales et sociales, aux niches fiscales sans réel intérêt socio-économique, à des dépenses militaires de prestige, au remboursement par la sécurité sociale de médicaments inefficaces, etc. Le total de ces avoirs éventuels atteint 200 milliards d'euros par an. Tous ne sont pas récupérables, mais les ressources disponibles devraient largement excéder 100 milliards par an, sous réserve évidemment de disposer des fonctionnaires spécialisés dans les domaines concernés... ce qui, pour le moment, ne paraît plus être le cas.

Dans le cadre des économies énergétiques, beaucoup peut être attendu de la rénovation de l'habitat, avec l'énorme avantage que presque toutes les activités concernées prendront place en France, employant des résidents français.

De grandes économies sont aussi réalisables en réduisant les vitesses maximales autorisées et en remplaçant progressivement les véhicules en service par des modèles bien plus modestes voués à la circulation urbaine et périurbaine, équipés seulement de l'éclairage et du lave-glace, avec une consommation inférieure à 2 litres aux 100 (ou équivalent s'ils sont électriques), comme certains modèles mis en service au Japon.

Il faudrait revoir aussi les péages autoroutiers : une étude sur l'usure des voies de roulement a suggéré que, pour couvrir les frais d'entretien, les camions lourds devraient payer une taxe/km au moins dix fois plus élevée que les présents péages, ce qui pourrait relocaliser beaucoup de productions agricoles. Il faut noter aussi qu'à puissance égale, le diesel est très sous-taxé par rapport à l'essence, et que les exonérations fiscales concernant les carburants des avions et des bateaux n'ont aucune justification.

Nous vivons dans une société à la recherche du toujours plus, plus loin, plus vite, mais diverses analyses montrent que le taux de satisfaction des êtres humains atteint une asymptote bien avant la satisfaction du toujours plus, qui n'est d'ailleurs jamais atteinte. On peut donc, avec moins de ressources, vivre aussi bien qu'avec plusieurs fois plus. Les gaspillages de toute nature, dont alimentaire, sont consternants. De très nombreux matériels et équipements ont une durée de vie infiniment plus brève que ce qui pourrait être produit pour le même prix, et beaucoup ne sont pas réparables, ou le coût proposé pour réparer est prohibitif. Non seulement tout ceci doit changer, mais la conception même des produits doit en faciliter la déconstruction et le recyclage des composants.

Tout ceci peut conduire à des sociétés bien plus frugales, mais peut-être aussi plus conviviales. Mais, à moyen et long terme, la seule alternative sera un chaos meurtrier.

Ces réflexions s'appuient sur 69 [\[Références\]](#)

[\[Références\]](#) Artus, P. & Virard, M. P., 2010. Pourquoi il faut augmenter les revenus. Le seul antidote à l'appauvrissement collectif. La Découverte, Paris, 182 pp.

Baqué, P. ? ; & al., 2012. La Bio entre business et projet de société. Contre Feux/Agone, Marseille, 428 pp.

Barroux, P., 2012. La facture énergétique de la France continue de s'alourdir. Les Echos, 09.08.2012 : 7.

Barroux, D., Energie : le devoir de vérité. La transition énergétique sera longue, coûteuse et complexe. Les Echos, 21.08.2012 : 10.

Basdevant, J. L., 2012. Maîtriser le nucléaire. Sortir du nucléaire après Fukushima. Eyrolles, Paris, 233 pp.

Birraux, C. & al., 2011. L'avenir de la filière nucléaire. Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, Rapport n° 4097 de l'Assemblée nationale & n° 199 du Sénat, Paris, tome I ; 232 pp/tome II : 256 pp.

Bonnaure, P., 2012. Les automobiles électriques et hybrides. Etat des lieux et tendances. Futuribles, 389 : 27-38.

Bourguignon, F., 2012. La mondialisation de l'inégalité. Seuil, Paris, 106 pp.

Cadu, C. & al., 2012. France, ta santé fout le camp ! Marianne, 811 : 14-27.

Canfin, P. & al., 2008. L'état du développement durable en France. Alternatives économiques, hors série n° 34:136 pp.

Chappellaz, J. & al., 2010. Changement climatique : les savoirs et les possibles. La Ville Brûle, Paris, 230 pp.

Chatelier, M. & al., 2012. Nucléaire : quels scénarios pour le futur ? La Ville Brûle, Paris, 222 pp.

Chevallier, N. & al., 2012. L'Europe a-t-elle un avenir ?- Alternatives économiques (Hors série), 24:82 pp.

Conesa, E., 2012. Le coût des niches fiscales pratiquement inchangé en 2013. Les Echos, 03.10.2012 : 4.

- Cotta, J., 2006. 7 millions de travailleurs pauvres. Fayard, Paris, 302 pp.
- Dautray, R. & Lesourne, J., 2009. L'humanité face au changement climatique. Odile Jacob, Paris, 319 pp.
- Dedieu, F. & al., 2012. Inévitable protectionnisme. Gallimard, Paris, 243 pp.
- de Ravignan, A. & Moatti, S., 2012. Les chiffres 2013. 'économie et la société en 30 thèmes et 290 graphiques. Alternatives économiques (hors série), 94 : 98 pp.
- de Smedt, G. & al., 2012. Dossier Changement climatique. Les impacts. La Jaune et la Rouge, 679 : 7 29.
- Drevet, J ? F., 2012. L'union européenne peut elle sortir de l'impasse ?. Futuribles, 391 : 61 66.
- Duval, G. & Pech, T., 2012. Pourquoi on ne s'en sort pas ? Alternatives économiques, 316/ 2012 : 9.
- Enderlin, S., 2012. 6 Volt ! La voiture électrique sauvera t elle Le monde ? Seuil, Paris, 239 pp.
- Gadjos, T., 2012. Et si on créait un impôt sur le revenu ? Le Monde Eco & Entreprises, 23.10.2012 : 2.
- Grandjean, A., 2012. La transition énergétique sécurise l'avenir. Libération (Ecofutur), 03.12.2012 : IV.
- Guillou, M. & Matheron, G., 2011. 9 milliards d'hommes à nourrir. Un défi pour demain. -François Bourin, Paris, 430 pp
- Hamelin, E. & Razemon, O. La tentation du bitume. Où s'arrêtera l'étalement urbain ? Rue de l'Echiquier, Paris, 224 pp.
- Hamon, J., 2004. Comment sortir du nucléaire ? Bulletin trimestriel de la Société d'Histoire naturelle de la Haute Savoie, 2ème trim : 19 27.
- Hamon, J., 2005. Biocarburants : une solution pour les transports ? Ingénieurs de la Vie, 470 : 15 17.
- Hamon, J., 2006. Perspectives et problèmes de l'énergie éolienne. Ingénieurs de la Vie, 474 : 44 45.
- Hamon, J., 2007. Manquerons nous bientôt de pétrole ? Hélas non. Nouvelles trimestrielles de l'Association des Anciens de l'Organisation Mondiale de la Santé, janv.mars : 7 8.
- Hamon, J., 2008. Préserver la biodiversité sans sacrifier l'espèce humaine. Bulletin trimestriel de la Société d'Histoire naturelle de la Haute Savoie, 2ème trim. : 22 26.
- Hamon, J., 2009. climat terrestre et dérives climatiques : quel monde demain ? -Présentation faite au Rotary Club d'Annemasse le 16 avril et largement diffusée, 7 pp.
- Hamon, J., 2010. Energies fossiles, métaux essentiels : comment s'adapter après l'épuisement des réserves 2 Environnement & Technique, 293 : 15 18.
- Hamon, J., 2011. Satisfaction des besoins énergétiques ou lutte contre l'effet de serre : faudra t il choisir ? Environnement & Technique, 306:17.
- Hamon, J., 2012. Un développement durable est il possible ? Gaillard Contact, 110 : 16-18.
- Hamon, J., 2012. L'indispensable changement. La Grande Relève, 1133 : 9 11.
- Harribey, J. M. & al., 2012. Changer vraiment ! Quelles politiques économiques de gauche ? Syllepse, Paris, 158 pp.
- Hessel, S. & al., 2012. Europe : et si on passait à l'avion ? Libération, 09.10.2012 : 23.
- Jancovici, I. M., 2012. Les limites énergétiques de la croissance. Le Débat, 171 ; 80 95.
- Krugman, P., 2012. Sortez nous de cette crise..., maintenant ! Flammarion, Paris, 286 pp.
- Krémer, P., 2012. Cette jeunesse qui s'enfoncé dans la pauvreté. Le Monde, 04.12.2012 : 2.
- Laffitte, P. & Saunier, C., 2007. Les apports de la science et de la technologie au développement durable. Tome II. La biodiversité : l'autre choc ? L'autre chance ? Office Parlementaire d'Evaluation des Choix Scientifiques et Technologiques, Paris. Rapport n° 510 de l'Assemblée nationale & n° 131 du Sénat, 192 pp.
- Larroutou, P., 2007. Le livre noir du libéralisme. Editions du Rocher, Monaco, 383 pp.
- Larroutou, P., 2011. Pour éviter le krach ultime. Nova éditions, Paris, 255 pp.

- Larroutourou, P., 2012. C'est plus grave que ce que l'on vous dit...mais on peut s'en sortir !. Nova éditions, Paris, 109 pp.
- Le Buanec, B., 2012. Le tout bio est-il possible ? Editions Quae, Versailles, 240 pp.
- Lenglet, R & Vilain, O., 2011. [In] pouvoir sous influence. Quand les think tanks confisquent la démocratie. Armand Colin, Paris, 236pp.
- Les économistes atterrés, 2011. Changer d'économie ! Nos propositions pour 2012. Les Liens qui Libèrent, Paris, 246pp.
- Mathis, P., 2011. Les énergies. Comprendre les enjeux. Editions Quae, Versailles, 252 pp.
- Mon, J. P., 2012. Désintoxication. La Grande Relève, 1129 : 4-7
- Montebourg, A., 2012. Diminuer nucléaire et pétrole tout en finançant le renouvelable est irréaliste. Le Monde, 18.09.2012 : 8.
- Normand, J.m., 2012. Diesel, l'effet boomerang. Le Monde (Eco & Entreprise), 25.09.2012 : 6.
- Noualhat, L., 2012. Des stocks proches de la faim. La baisse des réserves alimentaires pourrait provoquer une crise l'année prochaine. Libération, 20 & 21.10+2012 : 19.
- Paillard, SZ. & Treyer, S., 2010. Nourrir la planète : deux scénarios. Agrimonde et le débat sur l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation à l'échelle mondiale. Futuribles,364 : 45-63.
- Pech, T., 2011. Le temps des riches. Anatomie d'une sécession.Seuil, Paris, 178 pp.
- Pech, T. & al., 2012. Pourquoi on ne s'en sort pas ?Alternatives économiques, 316:98 pp.
- Petit, G., 2012. La Grèce, richissime ? La Grande Relève, 1134 : 3 5.
- Pinçon, M. & Pinçon Charlot, M., 2012. L'argent sans foi ni loi. Textuel, Paris, 92 pp.
- Priollaud, F. X. & Siritzky, D., 2008. L'Europe du Traité de Lisbonne. La documentation française, Paris, 102 pp.
- Rastoin, J. L. & Gherzi, G., 2012. L'avenir du système alimentaire mondial. Futuribles, 388 : 5 24.
- Rocard, M., 2012. La politique exige beaucoup de mensonges.Libération, 03.12.2012 : 20-21.
- Ruolin, Z., 2012. Les Chinois sont des hommes comme les autres. Denoël, Paris, 298 pp.
- Sainteny, G., Plaidoyer pour l'éco fiscal&. Buchet Chastel, Paris, 266 pp.
- Salles, A., 2012. La crise pousse la Grèce à reprendre l'exploration pétrolière et gazière.-Le Monde, 14 & 15.10.2012 : 15.
- Semeta, A., 2012. Il faut mettre la lutte contre l'évasion fiscale au cœur du projet européen. Les Echos, 15.10.2012 : 8.
- Stiglitz, J., 2012. Le prix de l'inégalité. Les Liens qui Libèrent, Paris, 510 pp.
- Stoeckel, H., 2012. La faim du monde. L'humanité au bord d'une famine globale. Max Milo, Paris, 310 pp.
- Vandevoorde, P. & al., 2012. Produire et distribuer les énergies nouvelles. La Jaune et la Rouge, 679 (suppl.) : 31 pp.
- Vaulerin, A., 2012. Des autos de poche. Libération (Ecofutur), 08.10.2012 : VIII.